

Décision n° 2018-250

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2018-07 du 1^{er} juin 2018, réglementant la pratique du bivouac dans le cœur du parc national,

VU la décision n°2016-01 du 1^{er} janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 04 juillet 2018 par Monsieur LELIEVRE Clément, photographe professionnel,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 3° *promotion du territoire par les communes, les stations de montagne et les offices chargés de la promotion touristique* »,

Décide :

Article 1:

Monsieur LELIEVRE Clément, photographe professionnel ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser un reportage photographique et filmographique dans les différentes vallées de la Communauté de Communes Alpes d'Azur – dont celles du haut-Var et du Cians – destiné à valoriser leurs caractéristiques paysagères, architecturales, culturelles ou touristiques. Ces productions serviront par la suite à illustrer les outils de communication de la Communauté de communes.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2018, sur les parties du territoire des communes d'Entraunes, Châteauneuf d'Entraunes, Guillaumes, Beuil et Péone, incluses dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorial du Parc national, au minimum 3 jours ouvrés avant les dates de sa présence effective sur site.

Contact :

- service territorial Haut-Var Cians : 04.93.05.59.43

chef de S.T - LIBORIO Albin (albin.liborio@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T – LOIREAU Jean-Noël (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol d'un aéronef motorisé en-dessous de 1000 mètres du sol au-dessus du cœur de Parc national, y compris d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

En tant que de besoin, le bénéficiaire sollicitera l'autorisation nécessaire, dans le respect des délais et dispositions réglementaires en vigueur.

Article 5:

5.1. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du Parc national.

5.2. La présente décision ne vaut pas autorisation de déroger à la réglementation en vigueur, relative au bivouac.

5.3. Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national du Mercantour.

Article 6 :

6.1. Dans un délai de 6 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie haute définition des clichés réalisés dans le cœur du Parc national ;
- une copie des clips vidéos réalisés dans le cœur du Parc national, ou un lien Internet lui permettant de visionner ces images sans limite de durée de validité.

6.2. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire «© LELIEVRE C. & CCAA ».

6.3. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du Parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :


Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 6 juillet 2018

Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER